

Les grands projets au Québec : de l'immobilisme au mouvement

Depuis quelque temps, certaines voix s'élèvent sur la place publique afin de dénoncer un danger (grave) qui guette le Québec, soit celui de sombrer dans l'immobilisme en matière de développement et de réalisation de grands projets. La cause ? L'obstruction quasi-systématique de groupes de pressions, souvent composés d'organisations environnementales ou communautaires ou tout simplement de regroupements de citoyens aux horizons et vocations multiples.

Louis-Gilles Francoeur traite plusieurs aspects de cette question dans son article *Obstruction systématique ou licence généralisée ?* (Le Devoir, édition du vendredi 9 juin 2006). Je souhaiterais y ajouter quelques éléments.

D'abord, il faut avouer qu'il est surprenant de voir apparaître cette rhétorique de victimisation des grands acteurs économiques (privés ou publics) sur la place publique. C'est un peu le monde à l'envers. Faut-il en déduire que, dans leur perspective, le développement du Québec d'hier passait nécessairement par la construction d'une centrale au gaz ou le déménagement d'un casino ? Que le développement du Québec de demain doit nécessairement passer par la construction de grands barrages sur les dernières grandes rivières vierges et de condominiums de luxe dans les parcs nationaux ? Ou encore par le prolongement des autoroutes, l'installation d'infrastructures de transport et d'entreposage de gaz dans la vallée du Saint-Laurent et l'exploitation pétrolière des fonds marins du Golfe ? Que sans ces projets, et d'autres encore, le Québec sombrera dans un immobilisme honteux et que l'épanouissement de la société québécoise en souffrira ?

Permettez-moi d'en douter. Permettez-moi même de croire que cette diatribe contre certains groupes traduit un malaise évident devant l'idée de devoir justifier un projet en fonction de critères plus larges que la rentabilité financière ou la génération de croissance économique. Car c'est de cela qu'il s'agit. Ces groupes de pression expriment un sentiment très palpable dans la population, c'est-à-dire un ras-le-bol généralisé à propos d'un développement à la pièce qui ne s'inscrit pas dans une vision originale reposant sur des valeurs fondamentales, d'un développement, qui ne répond pas aux besoins réels des populations locales et qui ne respecte pas le milieu naturel. Ces groupes sont la voix d'une population qui se sent muselée par des médias de moins en moins objectifs, des mécanismes de consultation du public qui ne sont que poudre aux yeux et des gouvernements qui subissent la forte influence de divers lobbys. Nous ne sommes pas en plein syndrome du « pas dans ma cour », nous sommes dans l'affirmation du « n'en jetez plus, la cour est pleine » !

Pour moi, la réaction de ces groupes symbolise non pas de l'immobilisme mais du mouvement. Un mouvement dans lequel la majorité de la population, par l'entremise de ces groupes, entraîne le Québec tout entier vers une « nouvelle » conception du développement. Un développement viable¹ qui correspond aux intérêts réels d'une société entière et non plus seulement aux impératifs étroits des tenants d'un marché hors de contrôle. D'ailleurs, des projets qui s'inscrivent déjà dans cette veine émergent, comme celui du Territoire le Massif dans Charlevoix, projets qui vont de l'avant, non sans peine, mais pas pour les mêmes raisons cette fois.

La population du Québec, à l'instar de plusieurs autres sociétés dans le monde, a soif de changements, mais pas n'importe lesquels. J'ose croire que la population du Québec ne veut plus du gaspillage des ressources communes (naturelles et financières) engendré par certains grands projets publics et ne veut plus de l'arrogance et de la futilité de certains projets privés. La population du Québec a soif d'une modernité basée sur des idéaux qui s'expriment dans des projets qui laissent place aux énergies, aux technologies et aux techniques respectueuses de l'environnement, des projets qui s'appuient sur la protection et le respect de la biodiversité et sur la recherche fondamentale afin de mieux connaître et comprendre notre planète. La société

¹ Le terme « développement viable » est utilisé ici en remplacement du terme « développement durable » qui est récupéré à outrance et pratiquement galvaudé. C'est aussi le terme qui exprime le mieux ce concept tout en évitant le maximum de contradictions.

Les grands projets au Québec : de l'immobilisme au mouvement

regorge d'organisations et d'individus qui ont des solutions alternatives à proposer, solutions qui sont souvent évincées des discours officiels ou discréditées sans débat lors des consultations. Comme les grands acteurs économiques sont à court d'idées rassembleuses, il est temps maintenant d'écouter ce qu'ils ont à offrir.

Pour des décideurs courageux, l'occasion est belle de s'appuyer sur cette énergie et de commencer les réformes qui s'imposent. Parmi d'autres, réformer le système électoral qui ne permet pas de créer un gouvernement qui représente réellement la population, le système d'appel d'offres public qui place les soumissionnaires en situation de concurrence absurde au détriment de la qualité des projets, les mécanismes de consultation de la population qui sont souvent bâclés et l'application rigoureuse des législations en matière d'environnement.

Ce virage s'inscrit dans le long terme et ne se fera pas sans heurts car il signifie la fin d'un règne pour certains puissants. La résistance au changement est une constante dans l'histoire, mais les intérêts en jeu aujourd'hui sont plus lourds de sens que jamais auparavant. Nous assistons aux débuts d'une bataille d'influence qui sera longue et coûteuse.

«Ne doutez jamais qu'un petit groupe de citoyens engagés et bien intentionnés puisse changer le monde. En fait, c'est la seule force qui y soit parvenue.»
-Margaret Mead, anthropologue

Thomas Duchaine
Chargé de projets
Vivre en Ville
Le regroupement québécois pour le développement urbain,
rural et villageois viable